

Interview du général de brigade François Lecointre, commandant de l'EUTM-Mali

Ministère de la Défense. 09/03/2013 10:42 - Auteur : ASP Margaux Thuriot

La mission de formation de l'Union européenne (EUTM Mali), officiellement déclenchée le 18 février dernier, est actuellement en cours de déploiement. Elle est dotée d'un mandat de formation et d'expertise. Son commandant, le général de brigade français François Lecointre, évoque les enjeux, les moyens et les objectifs de cette mission européenne.



Quel est l'objectif de cette mission de l'Union européenne (UE) au Mali ?

L'UE est directement concernée par la situation au Sahel. Cette région entre dans sa zone d'intérêts, et l'Union s'intéresse à ce qui contrevient à sa sécurité. De plus, le conflit malien n'est pas uniquement un problème français. L'UE a toute légitimité à s'engager en tant que telle. Elle le fait à l'invitation des autorités maliennes et en conformité avec la résolution 2071 du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Le but de cette mission est de répondre aux besoins opérationnels de l'armée malienne, en vertu d'un mandat de formation et d'expertise. L'EUTM Mali est une mission militaire, mais sa portée va au-delà. L'aide à la reconstruction de l'armée malienne sous le contrôle des autorités civiles légitimes représente un pilier de la reconstruction étatique et participe de l'Etat de droit. En cela, elle s'inscrit pleinement dans la stratégie européenne de restauration de l'ordre constitutionnel et démocratique au Mali.

Comment s'organise la mission EUTM Mali ?

L'EUTM Mali se décline en deux volets. Le premier sera, après une phase d'audit en cours depuis le 8 février, de l'expertise et du conseil au profit des autorités militaires maliennes. Une vingtaine d'officiers européens sont à Bamako. Leur objectif est de dresser, en étroite collaboration avec l'état-major malien, un état des lieux des besoins de l'armée malienne. Ils sont chargés d'élaborer un document de réorganisation, qui devrait être finalisé à la fin mars. Ce-dernier permettra d'avoir une vision globale du travail à accomplir et de démarrer la dimension conseil..

Le second volet de la mission EUTM Mali, c'est l'instruction à proprement parler. L'EUTM Mali va former quatre bataillons maliens, soit environ la moitié des forces opérationnelles maliennes. Pour cela, nous avons besoin d'un camp d'entraînement, d'instructeurs, de moyens médicaux et d'une force de protection. L'identification et le déploiement de ces éléments sont en cours et nous envisageons de pouvoir débiter la formation du premier bataillon dès le début d'avril. L'instruction de chaque bataillon devrait durer en moyenne dix semaines, et nous pouvons penser que les premiers bataillons formés puissent être engagés sur le terrain au mois de juillet.

C'est un calendrier indicatif bien sûr, mais déjà, nous pouvons nous féliciter de la rapidité de réponse de l'UE. En moins de quatre mois, nous avons pris la décision de lancer une mission, l'avons élaborée, et avons commencé à déployer nos éléments, et tout cela, malgré le défi que représente la multi nationalité dans la prise de décision. Je tiens à le souligner car c'est un record !

L'EUTM Mali a une forte composante française, avec environ 200 personnels, mais de nombreux pays européens y participent. De combien d'hommes et de femmes disposera la mission au total ?

L'EUTM Mali a effectivement une dimension multinationale importante, 22 nationalités européennes y sont représentées. Parmi les officiers « d'audit » actuellement sur le terrain, nous comptons des Suédois, des

Espagnols ou encore des Britanniques. Mais il est essentiel d'avoir des composantes francophones dans la mission EUTM Mali, en particulier pour les contacts avec l'armée malienne, et pour l'échange d'expertise. Dans son ensemble, la mission comptera 550 hommes, dont 200 formateurs, une compagnie de force de protection, soit 150 hommes, et 200 personnels pour les états-majors (Bamako et Koulikoro), la logistique et le soutien médical.

Avez-vous identifié en amont des aspects du contenu de la formation ?

Nous aurons une idée plus précise des points qu'il faudra développer à l'issue de la première phase de la mission, mais nous savons déjà qu'il y aura un gros travail de structuration de l'armée malienne et de sa chaîne d'autorité.

De façon générale, nous allons travailler la capacité à délivrer des feux, à manœuvrer, à conduire une action coordonnée. L'idée qui sous-tend tout cela et la clé de cette mission de formation, c'est la restauration de la force morale. Cette-dernière repose sur un lien hiérarchique basé sur la confiance, le respect mutuel et le sentiment d'appartenance collective. Le mandat de l'EUTM Mali a été fixé à quinze mois, et nous adapterons son format en fonction des domaines que nous jugerons essentiels d'approfondir.

Comment l'EUTM Mali va-t-elle s'inscrire dans le contexte régional où de nombreux acteurs sont présents ?

L'EUTM-Mali travaillera en collaboration avec les autres opérations déployées dans le pays. Toutefois, je tiens à souligner qu'elle n'a pas de composante opérationnelle. Nous ne serons pas engagés dans des actions de combat. Néanmoins, nous aurons des officiers de liaison avec l'opération Serval, et avec la MISMA. Nous allons être en proche coordination avec les différentes forces engagées. C'est essentiel car nous devons voir comment se conjugueront les engagements de l'armée française et de ceux de la MISMA, avec la montée en puissance de l'armée malienne.

Par ailleurs, des liens sont en train de s'établir entre les différentes composantes civiles de la stratégie de l'UE au Sahel. Nous travaillons en relation directe avec la délégation de l'Union européenne à Bamako, dirigée par l'ambassadeur de l'UE Richard Zink, ainsi qu'avec l'officier de liaison d'EUCAP Sahel-Niger, mission civile européenne qui vise à combattre le crime organisé et le terrorisme. Nous sommes en coordination constante avec les différents acteurs de l'Union Européenne présents dans la région.